(N^o 40.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

**Projet de Loi qui autorise le Gouvernement à céder
des terrains et des bâtiments militaires aux villes
d'Ypres, de Menin, d'Ath, de Philippeville, de
Mariembourg et de Bouillon.**

(Voir les N^{os} 94 et 144 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé, par dérogation à la loi du 11 juin 1853, à céder gratuitement et sans frais aux villes d'Ypres, de Menin, d'Ath, de Philippeville, de Mariembourg et de Bouillon :

1^o Les terrains militaires de ces places qui leur sont nécessaires, notamment pour faciliter la perception des droits d'octroi, ou pour maintenir et améliorer les communications existantes ;

2^o Les écluses, les fossés et les réservoirs d'alimentation, dont l'intérêt public réclame la conservation.

La remise de ces terrains, écluses, fossés et réservoirs sera faite directement aux villes intéressées par le Département de la Guerre, aussitôt après la démolition des ouvrages de fortifications qui y sont établis, sous la réserve que, si ces propriétés étaient de nouveau jugées nécessaires pour la défense du pays, le Gouvernement pourrait en reprendre possession sans indemnité.

ART. 2.

Le Gouvernement est également autorisé à concéder auxdites villes la jouissance de ceux des bâtiments militaires maintenant disponibles, ainsi que des terrains dépendant desdits bâtiments, dont elles justifieront pouvoir faire usage dans un but d'intérêt public, à la condition de les entretenir à leurs frais en bon état de réparation, et d'en faire remise à l'État, s'il voulait en disposer, soit pour le logement des troupes, soit pour tout autre service public, et à telles autres clauses et conditions que le Gouvernement jugera propres à concilier les intérêts de l'État et ceux des communes.

(2)

Ces concessions seront accordées par des arrêtés royaux, sur la proposition des Ministres de la Guerre et des Finances, après que les Députations permanentes des Conseils provinciaux auront été entendues.

Bruxelles, le 18 février 1854.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
(Signé) N.-J.-A. DELFOSSE.

Les Secrétaires,
(Signé) LÉOP. MAERTENS.
H. ANSIAU.